



À propos de l'équivocité de la place des victimes

Vololona Rabeharisoa

► To cite this version:

Vololona Rabeharisoa. À propos de l'équivocité de la place des victimes. Sciences Sociales et Santé, 2024, 42 (1), pp.68-73. <10.1684/ss.2024.0271>. <hal-04851606>

HAL Id: hal-04851606

<https://minesparis-psl.hal.science/hal-04851606v1>

Submitted on 20 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

À propos de l'équivocité de la place des victimes

Vololona Rabeharisoa*

Des victimes en procès. Essais sur la réparation (Barbot et Dodier, 2023) marque par l'ampleur de l'enquête menée par les auteurs et par leur ambition d'offrir un cadre général d'intelligibilité de la réparation, à partir et au-delà du cas de l'hormone de croissance contaminée. Ce qui m'a d'abord frappée est le style du récit : une description détaillée des positions des acteurs concernés par, ou impliqués dans l'affaire de l'hormone de croissance, et le ton neutre de la narration. Ceci s'explique en partie par le long séjour des auteurs sur le terrain et leur volonté affichée de se tenir à distance des débats parfois vifs entre intellectuels sur la place à accorder aux victimes dans nos sociétés. Mais il y a, me semble-t-il, une troisième explication qui a trait à la démarche qu'ils ont adoptée.

Le livre vise à décrire le travail normatif entrepris par les victimes et les acteurs qui leur font face (en particulier les professionnels du droit) au travers de dispositifs de réparation (fonds d'indemnisation des victimes, procès au pénal, dispositifs d'entraide associative), et ce dans différentes arènes (espace associatif, tribunal, médias). La description est ordonnée autour : (i) de notions théoriques en très petit nombre qui dessinent le cadre d'intelligibilité de ce travail normatif ; et (ii) d'une profusion de descripteurs qui qualifient les positions des acteurs, les entités qu'ils convoquent et les évaluations de leurs situations.

L'économie de notions théoriques est remarquable. Elles sont au nombre de trois : dispositifs ; répertoire normatif ; opérateurs de différenciation. Elles visent à montrer que le travail normatif entrepris

* Sociologue, Centre de sociologie de l'innovation, UMR CNRS 9217 i3, Mines Paris PSL, 60 boulevard Saint-Michel, 75272 Paris Cedex 06, France ; vololona.rabeharisoa@minesparis.psl.eu

par les acteurs au travers de dispositifs de réparation dans une arène donnée articule (ou s'articule autour d') un répertoire d'attentes normatives relativement stables (par exemple, une attente d'humanité *versus* une attente d'objectivité), avec des variations selon des opérateurs de différenciation qui peuvent être, par exemple, les événements qui ont marqué la vie des acteurs, leurs sphères de socialisation, leurs profils professionnels, leur genre, etc. De cette façon, les auteurs proposent un cadre d'intelligibilité de la réparation attentif aux variations et aux conflits de normativité tout en mettant en évidence des éléments stables. Je salue le tour de force d'une démarche qui prend à bras-le-corps une question récurrente en sociologie et en sciences sociales plus largement, celle du rapport entre le singulier et le général, entre l'ici et maintenant et le temps long, entre continuisme et discontinuisme.

Cette économie de notions théoriques est assortie d'une profusion de descripteurs de ce que les auteurs ont observé, lu et entendu, par exemple « auxiliaire-patronnée » pour qualifier la toute première association de familles qui s'est créée autour du traitement du nanisme par l'hormone de croissance à l'instigation d'un professeur de médecine, « compassion-partage » pour qualifier le silence des avocats de la défense face aux souffrances exprimées par les parties civiles au tribunal, les « irréparés » pour qualifier les jeunes à risque relativement marginalisés dans les dispositifs de réparation.

Cet ordonnancement autour de quelques notions théoriques qui campent le cadre d'analyse et les multiples descripteurs qui désignent les positions des acteurs et des entités dans ce cadre, reproduit dans chaque partie et chaque chapitre, propose quelque chose de l'ordre d'une casuistique, d'une topographie qu'on pourrait presque dessiner. Les places occupées par les acteurs ne sont jamais tout à fait définitives mais elles ne se modifient pas non plus en permanence. C'est cette casuistique, je crois, qui donne ce ton clinique au récit et produit sur la lectrice que je suis le sentiment d'être face à une construction d'où rien ne déborde. J'ai voulu faire cette remarque liminaire car mes trois ensembles de questions se situent aux limites de cette construction.

Mon premier ensemble de questions porte sur le travail normatif des associations. J'adhère tout à fait à l'idée que ce travail se comprend dans son articulation avec les formes d'engagement associatif. J'ai deux questions sur cette articulation.

Je voudrais d'abord revenir sur l'usage des termes « victimes » et « réparation » dans le livre. Je cite :

Le terme victime renvoie à un acte de langage, ou de façon élargie à des actes d'expression, plutôt qu'à une évaluation, par le sociologue, des atteintes dont les personnes sont victimes, ou du bien-fondé de leurs demandes (p. 52-53).

Le processus de réparation est ce qui, du point de vue des victimes, peut contribuer à construire un juste retour sur les atteintes dont elles souffrent (p. 51-52).

Si on adhère strictement à cet usage pragmatique et situationnel de ces deux termes, je dirais qu'ils s'articulent clairement aux formes d'engagement des deux dernières associations MCJ-APEV (Maladie de Creutzfeldt-Jakob-Association de parents d'enfants victimes) et AVHC (Association de victimes de l'hormone de croissance), qui comportent d'ailleurs le terme « victimes » dans leurs noms. En revanche, je ne suis pas certaine que les termes « victimes » et « réparation » s'articulent aussi bien à la forme d'engagement de l'association GRANDIR qui a pris le relais de la toute première association APEAIHC (Association de parents d'enfants atteints d'insuffisance en hormone de croissance) après l'arrivée de l'hormone de croissance synthétique. À la lecture, je crois comprendre que l'association GRANDIR ne veut justement pas placer les familles dans une configuration de victimes mais dans celle de parents d'enfants devenus malencontreusement malades à la suite du traitement par l'hormone de croissance et qu'elle cherche à leur apporter des solutions et non une réparation. Du reste, ce n'est que tardivement que GRANDIR rejoint les autres associations comme parties civiles au pénal, et encore, comme cela est rapporté dans le livre, une famille membre de l'association a même accepté d'être citée comme témoin d'un avocat de la défense, au grand dam des familles des autres associations. Il y a donc bien un conflit de normativité autour des dispositifs de réparation, mais je dirais qu'il y a conjointement un conflit sur le processus complexe de victimisation qui fragmente l'espace associatif. À ce propos, il est intéressant de noter que ce dont les associations s'estiment victimes n'est pas univoque, puisque pour l'une, c'est la MCJ iatrogène et pour l'autre, c'est l'hormone de croissance elle-même. Ce processus de victimisation se poursuit d'ailleurs, durant le procès et au-delà, lorsque certaines familles et associations considèrent qu'elles sont victimes d'une injustice à la suite de la relaxe des prévenus confirmée par l'arrêt de la Cour de cassation en 2014, ou bien lorsque certaines familles doutent *a posteriori* de la cause du décès de leurs enfants atteints de cancers et se demandent s'ils n'ont pas été victimes de la MCJ iatrogène. Ma première question est donc la suivante : ne faudrait-il pas envisager

la qualification même de « victimes » comme une attente normative de certaines familles et associations seulement, à certains moments de leurs trajectoires, plutôt que comme un descripteur de la position de toutes les familles et de toutes les associations, quand bien même elles se sont toutes portées parties civiles au pénal ?

J'aurais également aimé en savoir plus sur la nature des investigations que certaines familles et associations ont menées sur ce qui s'est passé, en lien éventuellement avec des spécialistes, mais aussi sur la manière dont elles se sont préparées au procès et aux échanges qu'elles ont eus avec leurs avocats. Ces investigations et ces contacts sont évoqués mais on en voit peu de traces dans le livre. Ils auraient permis de suivre l'élaboration mutuelle, au moins partiellement, des attentes normatives des différents acteurs à certains moments de leurs trajectoires.

Mon deuxième ensemble de questions porte sur l'arrivée des victimes au pénal.

Je voudrais tout d'abord mettre cela en perspective avec l'irruption des malades et de leurs associations dans le milieu scientifique et médical. Le livre montre très bien l'équivocité de la place des victimes dans le procès, y compris dans leurs témoignages. J'ai été frappée par la très grande difficulté pour les victimes d'être considérées comme des acteurs capables d'éclairer ce qui s'est passé, et du reste, très peu de victimes s'essaient à cet exercice. Le tribunal veut bien écouter leurs histoires et leurs souffrances, tout en cadrant éventuellement leurs débordements et leur colère, mais ne tient pas compte des éléments de compréhension de la situation qu'elles ont collectés, y compris très matériellement (les greffiers cessent de prendre des notes quand les victimes s'expriment, les documents qu'elles apportent ne sont pas versés au dossier, etc.). D'un certain point de vue, les victimes peuvent légitimement exprimer leur douleur et dénoncer les fautes morales des prévenus, mais elles peinent à faire valoir des faits permettant de contribuer à établir la vérité de ce qui s'est passé. On se trouve ici dans une sorte de paradoxe : la scène pénale confine les victimes dans le registre de la plainte morale, alors que le droit pénal n'est précisément pas la morale. La situation est différente lorsque des malades et leurs représentants parlent de leurs maladies et de leurs problèmes dans le milieu scientifique et médical, où les sentiments et les devoirs moraux font partie, au moins en principe, de l'exercice de la médecine et peuvent difficilement être complètement détachés des faits rapportés par les patients. Je ne dis pas que la prise de parole des malades dans le milieu scientifique et médical est plus aboutie, ni que les scientifiques et les médecins sont plus réceptifs aux faits rapportés par les patients, tant s'en faut. Ma question, au travers de cette brève comparaison, est la suivante : jusqu'à quel point l'arrivée des victimes constitue-t-elle

un embarras pour le pénal ? C'est du reste une question que se posent les professionnels du droit, sur les difficultés à prendre en compte la parole des victimes au pénal, sur les insuffisances du pénal pour traiter des affaires de santé publique et sur la nécessité ou non de procéder à des réformes du pénal.

Ma deuxième question sur l'arrivée des victimes au pénal porte sur ce qui se passe pendant le procès lui-même. J'ai été frappée par la position des familles et des associations qui se disent à la fois victimes et coupables d'avoir fait traiter leurs enfants par l'hormone de croissance, récusant la conception du nanisme comme une maladie, conception à laquelle elles ont pourtant pleinement contribué. Il y a d'ailleurs tout un travail normatif autour du nanisme, à la fois au sein de l'espace associatif et pendant le procès. De façon symétrique, certains prévenus disent avoir été profondément affectés par ce qui est arrivé aux enfants et aux familles, et on le comprend tant il est difficile pour des médecins (pour certains tout au moins), d'être confrontés à la mort de patients par le traitement qui était censé leur faire du bien. Les parties en présence partagent ainsi, chacun à sa manière et avec des intensités différentes, la même tragédie. D'où ma question : est-ce que l'un des effets de l'arrivée des victimes au pénal n'est pas de recoudre *in situ* une rupture de la commune humanité entre les prévenus et les victimes provoquée par le drame ? Pour le dire autrement, est-ce que l'arrivée des victimes au pénal n'a pas surtout pour effet de sortir la justice pénale de sa stricte mission de condamnation, ou encore de rendre possible plus tard, dans d'autres espaces, l'amorce d'une justice restaurative, comme en témoigne le dispositif mémoriel qui a réuni un prévenu et une famille autour de la question du pardon une fois passé le procès ?

Ma troisième et dernière question revient sur la tonalité du récit. Je ne dis pas que les auteurs n'ont pas d'opinion personnelle sur l'affaire, ils en ont sans doute une, ou que cette histoire ne les a pas affectés, à l'évidence cette histoire a marqué les acteurs autant que les auteurs du livre puisqu'elle a occupé une part significative de leur parcours professionnel. Simplement, je voudrais revenir sur la place des auteurs dans cette histoire, celle d'où ils s'expriment. Ma question est simple : est-ce que les auteurs pourraient considérer leur enquête, et tout particulièrement les entretiens qu'ils ont menés à plusieurs reprises et à différents moments de cette affaire (notamment après la confirmation de la relaxe), comme un dispositif autour duquel les acteurs ont entrepris et poursuivi leur travail normatif ? Je pense aux avocats que les auteurs ont rencontrés dix ans après le procès et qui se sont engagés dans une sorte de travail réflexif sur leur profession, leur parcours et leurs attentes normatives pendant les entretiens. Cette dernière ques-

tion vise aussi à ouvrir une discussion sur la généralisation possible de la démarche proposée par les auteurs pour comprendre d'autres affaires, démarche dont le livre montre à quel point elle est exigeante et suppose une certaine posture de recherche.

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUE

Barbot J., Dodier N., 2023. *Des victimes en procès. Essai sur la réparation*. Paris, Presses des Mines.